# Renault : la situation syndicale et politique

[(Nos camarades de Renault nous ont fait parvenir un texte qu'ils ont publié qui est le compte rendu d'une réunion à laquelle assistaient des militants de différentes tendances. Nous ne pouvons malheureusement publier ce texte en entier car il fait 11 pages. L'objet de cette réunion était de clarifier certains problèmes concernant les événements de ces derniers mois, en particulier à la suite de l'assassinat d'Ovemey. L'événement n'est peut-être plus très récent, mais il reste encore présent dans les esprits chez Renault. )]
L'analyse de l'échec de la tentative de la C.F.D.T. d'organiser une riposte amena les camarades à analyser les rapports qui existent entre la classe ouvrière et les syndicats: comment les syndicats ont-ils conditionné la classe ouvrière et quel consensus cette dernière donne aux premiers?

Expliquant l'échec de la riposte de la C.F.D.T., un camarade dit: «Je crois, pour analyser le manque de réaction devant la mort de ce militant, qu'il faut remonter loin en arrière. Au moment où cela s'est produit, nous étions saturés de tracts tous les matins aux portes, saturés aussi d'affrontements violents, qui se passaient la plupart du temps en dehors de nous.

– Et puis, il faut critiquer la ligne des maos, les erreurs qu'ils ont commises. Ce que je leur reproche, c'est de tromper continuellement les gens, de falsifier les événements. Par exemple, le jour du meurtre, les maos ont dit qu'il y avait eu un mouvement spontané de 1.200 ou 1.500 travailleurs partis en manifestation. C'est faux. Les types sont restés sur place parce qu'ils ne savaient pas quoi faire. En plus, quand les maos sont revenus en force, les travailleurs croyaient qu'ils allaient leur taper dessus!...

– Il faut bien comprendre: ce n'est pas une critique

superficielle. Le P.C. a suffisamment trompé les gens pour qu'on ne recommence pas aujourd'hui. Les ouvriers prennent peu à peu conscience de ce qu'est le P.C. Un copain à moi a été vingt-deux ans au P.C. et à la C.G.T., il vient d'en sortir. 90% de notre section syndicale, dans mon atelier, est composée d'anciens de la C.G.T. Alors, quand on commence à en sortir, on ne peut admettre de voir reproduire par les maos les même démarches, les mêmes attitudes, qui aboutissent finalement à refuser aux travailleurs les moyens d'information et de compréhension pour se déterminer eux-mêmes. Dans leur système, il n'y a que les chefs qui peuvent savoir décider...

– Les maos représentent un courant, mais ils ne représentent pas une organisation à l'intérieur de la boîte, dirigée par les travailleurs, et non plus par des marginaux, à l'extérieur de l'entreprise. Et les travailleurs ne sont pas dupes. Tant que cette organisation n'existera pas, les ouvriers ne feront pas de mouvement d'ampleur, même si ça va jusqu'à la mort d'un homme...

– C'est en terme «individualistes» que les problèmes sont posés par les maos. En retour, c'est également comme des individus qu'ils sont perçus par les travailleurs...»

## La C.G.T. et le P.C.F. dénoncent le «complot»

– Pour comprendre le P.C. et la C.G.T. aujourd'hui à Renault, il faut partir de 1945. Il y a eu trois étapes qui expliquent leur ligne actuelle:

1. En 1945; fraternisation de toutes les couches sociales. Ils espéraient créer un courant politique qui leur donnerait le pouvoir par les voies légales.

À la Régie, ils ont joué cette carte de la fraternisation à fond; de 1945 à 1947, le syndicat patronal à l'intérieur de Renault, c'était la C.G.T. C'était le délégué C.G.T. qui était

à la porte des vestiaires pour que les gars ne partent pas avant l'heure. C'était la C.G.T. qui organisait la production et la discipline à l'intérieur de l'usine, en accord avec la direction.

Quand je suis rentré à Renault, en 1947, ce n'était pas le chef d'atelier qui m'informait du règlement intérieur, qui donnait les ordres, etc., c'était le militant de la C.G.T.

Au début, il y avait un courant communiste et sympathisant très fort dans l'usine. Puis, les travailleurs ont commencé à se rendre compte qu'il n'y avait pas que le patron à les exploiter, le syndicat y participait pour une bonne part. Il y a eu la grève de 1947 et la constitution du syndicat trotskyste. De cette période, la C.G.T. a tiré tout un tas d'avantages et de droits pour les syndicats mais pas autant pour les travailleurs.

Quand les communistes ont été renvoyés du gouvernement, ils se sont ressaisis.

2. Là, il y a eu la deuxième période qui a été une période de tension entre la C.G.T. et la direction. C'est surtout cette période que j'ai connue. C'est pour cela que j'ai cru longtemps au P.C. et à la C.G.T. Seulement, toutes les lois qui avaient été faites continuaient à donner une grande marge de manœuvre au syndicat. C'est là que la forme de représentation a commencé à dégénérer. Les masses n'intervenaient plus comme des sujets, mais comme des objets, par rapport à la ligne et à l'intérêt du syndicat. Il y eut la création de structures nouvelles, qui n'existaient pas avant 1945. Ils ont eu un comité d'entreprise, qui touche de l'argent et qui le gère. Il s'occupe du restaurant, etc. Le budget actuel est de 2 milliards de francs, ils en réclament 4. Cet argent, c'est la sueur des travailleurs. Ils ont ainsi plus d'une centaine de permanents payés par le comité d'entreprise. Ils ont commencé à avoir leur intérêt propre qui n'était pas toujours celui des travailleurs. Et ça a amené une

forme de représentation parlementaire et autoritaire.

3. La troisième étape se situe autour de 1956 lorsque les communistes appuyèrent le gouvernement socialiste de Guy Mollet et votèrent les pouvoirs spéciaux autorisant l'envoi du contingent en Algérie. Alors là, certains travailleurs se posèrent sérieusement des questions sur la stratégie politique du P.C.

— Toute l'organisation du P.C. et de la C.G.T. est basée sur les professionnels, sur le secteur sédentaire, plutôt que sur le secteur immigré où on peut difficilement implanter une organisation durable. Jusqu'à ces dernières années chez les professionnels, les travailleurs entraient à 20 ans et sortaient à 65. Mais même chez les professionnels, une prise de conscience commence à se faire...

— Quand la C.G.T. a voulu faire un meeting central pour tout Renault, appelé par «l'Humanité» du matin, devant les portes de l'usine, pour protester cantre les provocations et le complot, ils se sont retrouvés à 400. Là-dessus, il faut compter une centaine de gauchistes et de C.F.D.T. qui voulaient voir, et 200 à 250 permanents et délégués C.G.T. Il n'y a donc eu personne. Il y a refus; on ne veut plus se laisser manipuler.

— Justement, la C.G.T. et le P.C. ont fait une contre-propagande le lundi 28 février, pour que les travailleurs ne sortent pas. Et cette contre-propagande a marché. Sur quoi s'appuie-t-elle?

Il faudrait peut-être faire ici un rapprochement entre ce qui a été dit et ce qui s'est passé en mai 1971, au moment de la grève des O.S. du Mans et de l'occupation de Billancourt. À ce moment-là également, les travailleurs assistaient en masse aux meetings quotidiens qui décidaient de la poursuite de la grève. Ils étaient 15.000, 20.000. Quand les syndicats, du haut de la tribune, proposaient aux travailleurs de continuer

la grève avec «occupation massive», l'assemblée se prononçait par oui ou par non, comme lors d'un référendum. La poursuite de la grève était toujours votée à l'unanimité. Puis, cette même masse de travailleurs quittait l'usine, comme un seul homme, et de la même manière qu'elle avait décidé de poursuivre l'occupation massive. Seuls restaient pour occuper l'usine 500 militants, parfais 1.000. N'y a-t-il pas là un décalque, au niveau de l'entreprise, des formes de représentation typiquement bourgeoises, où l'on vote pour un délégué ou pour un député sans que ce vote implique quoi que ce sait quant à la prise en charge, l'appropriation réelle par l'ensemble des votants des thèmes sur lesquels cette élection a eu lieu?

— Notre syndicalisme est parlementaire. Les travailleurs sont écœurés, mais ils votent quand même. C'est aussi la raison pour laquelle le besoin d'unité des organisations syndicales est si fort dans la classe ouvrière. Des délégués unis, c'est plus puissant par rapport à la direction. C'est un vieux réflexe.

— C'est surtout la C.F.D.T. qui est sensible à cela. Elle prend trop souvent ses positions en fonction de la C.G.T. On passe ainsi à 90% à côté de ce qu'il faudrait faire. C'est un réflexe de bureaucrate, de militant qui est pour une certaine forme de représentation. Et ce phénomène n'existe pas seulement à la C.G.T. Il est déjà à la C.F.D.T. La C.F.D.T., de façon inconsciente, a pris la C.G.T. comme modèle, en ce qui concerne le côté bureaucratique.

De tout ce qui vient d'être dit, il semble qu'il y ait un certain type de rupture entre les syndicats et la classe ouvrière.

— Si certains travailleurs refusent d'aller à un meeting de la C.G.T., ou de faire grève à son appel, ce n'est pas pour autant qu'ils feraient grève sur un mot d'ordre juste, car la situation reste trop ambiguë, et beaucoup de travailleurs ne

saisissent plus les choses d'une manière claire; cette incertitude y est pour beaucoup.

Là, il faut mener une réflexion. Car s'il est vrai qu'il y a des changements en profondeur, une certaine radicalisation, si on est dans une période où les travailleurs se cherchent, il y a aussi des tendances de droite qui se développent chez les professionnels. «Ordre nouveau» commence à faire du travail. Ils ont collé des affiches il y a quinze jours aux portes de l'usine alors qu'auparavant ils n'avaient jamais osé le faire. Les professionnels sont des ouvriers mieux payés que les O.S.; il y a dans ce secteur une certaine mentalité individualiste. Les fascistes développent des thèmes anti-gauchistes et anti-communistes. Ils réclament l'ordre. Il faut dire aussi que le terrain est déjà préparé depuis longtemps par le P.C. et la C.G.T. Ils ont toujours mis en avant la nécessité de l'ordre et de l'équilibre à l'intérieur de Renault. Ils ont «pourri» la classe ouvrière de l'intérieur.

- Il y a une certaine crise du syndicat à Renault, mais cela ne signifie pas pour autant qu'un dépassement puisse aujourd'hui s'opérer dans un sens révolutionnaire.

- Il y a une contradiction dans l'usine que l'on pourrait résumer de la façon suivante. Le syndicat est un appareil, une force; il jouit d'une certaine forme de reconnaissance par les travailleurs; mais il n'a plus d'idéologie révolutionnaire. Et puis, à côté, il y a un courant, un vaste courant, les idées gauchistes sont puissantes dans la classe ouvrière, mais il n'y a aucune organisation qui permette de les matérialiser.

— Pourtant, depuis plus d'un an, un processus de maturation en profondeur est en train de se développer. Au moment de l'occupation de mai 1971, la moitié des grévistes qui occupaient étaient traités de «gauchistes» par la C.G.T. parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec son orientation et avec la manière dont elle entendait lutter. Depuis, dans l'usine, des formes de lutte autonome ont été menées. Par exemple, il y a

quinze jours, les caristes ont mené un mouvement de grève en prenant en charge eux-mêmes, au cours d'assemblées générales, la totalité de leur lutte. Ils ont sorti des tracts en leur propre nom; ils signalaient que la C.F.D.T. avait fourni le matériel mais que ces tracts avaient été directement écrits par eux. D'autres mouvements, souvent plus limités et n'ayant pas toujours une expression aussi claire et aussi consciente, se sont déroulés à Renault.

— Cette situation contradictoire au niveau politique, idéologique et syndical laisse une situation ouverte.»

Les A.S. Renault